



La réponse à la montée de la réaction : rehausser le niveau des combats et des résistances ouvrières et populaires.

Les résultats des élections européennes sont éclipsés par l'annonce de Macron de dissolution de l'Assemblée nationale et de la tenue, d'ici le 30 juin, du premier tour des élections législatives. Le second tour se déroulera le 7 juillet, autrement dit, au terme d'une période très courte, durant laquelle il n'y aura de temps que pour des négociations dans les partis et entre les partis autour de la désignation des candidats. Ce sont les médias et les sondages qui feront « campagne ».

Or, il est important de tirer des enseignements de ces élections européennes, à un seul tour. Avec près de 50% d'abstention, avec des taux supérieurs dans les milieux ouvriers et populaires, et le résultat piteux de sa candidate, Macron sort affaibli d'une élection dans laquelle il s'est investi, pour laquelle il a grossièrement mobilisé les moyens de l'Etat, pour laquelle il a voulu instrumentaliser l'anniversaire du débarquement de 1944 pour mettre en avant la nécessité du soutien militaire à l'Ukraine. Il a dramatisé l'enjeu même de ces élections, avec son « l'Europe peut mourir », et n'a cessé de mettre en avant le leadership de la France au sein de l'UE et le rôle-clé du groupe parlementaire européen, « Renew », dont sont membres les députés macroniens, dans les prises de décision de l'UE. Leur défaite le fragilise aussi.

Sur toutes ces questions, Macron n'a fait qu'alimenter la colère et le rejet de larges secteurs, qui ne veulent pas que la France participe à la guerre en Ukraine, contre la Russie ; qui sont opposés à la politique néolibérale promue par l'UE et la Commission européenne, et à leurs injonctions à privatiser les services publics, à baisser les budgets sociaux... Ce rejet s'est exprimé à travers l'abstention, le vote pour des listes de gauche, mais il a également été en partie capitalisé par les partis d'extrême droite, notamment le RN, donné gagnant depuis des mois par les grands médias.

De plus, Macron a participé à cette promotion, en érigeant lui-même le RN comme le seul opposant sérieux à sa politique, tout en prétendant être, lui, le seul rempart au RN. Ce qui ne l'a pas empêché de reprendre certaines de ses idées (comme celles qui inspirent la loi « immigration ») et même ses mots, notamment sur le retour nécessaire de l'ordre, que ce soit après les émeutes des quartiers populaires, en juillet 2023 ou le soulèvement du peuple kanak : « l'ordre, l'ordre, l'ordre » ... !

Après avoir prétendu que le résultat des européennes n'auraient pas d'incidence sur la politique intérieure, Macron reprend à son compte la demande formulée par le seul RN : il dissout l'Assemblée nationale pour provoquer des législatives anticipées. Il a appelé cela « redonner la parole au peuple » et le « mettre devant ses responsabilités ».

Lui, n'en assume aucune dans la situation difficile que vivent les masses populaires, les travailleurs, les jeunes.

Sa décision concernant les législatives anticipées est, en premier lieu, un « coup » politique, visant à reprendre l'initiative et éviter d'assumer les conséquences de la défaite électorale. C'est aussi un « pari » consistant à vouloir faire élire des députés de

son propre mouvement ou ceux de droite, face à des candidats d'extrême droite – du RN et de ses alliés – en spéculant sur le « réflexe républicain », anti - FN, qui a déjà servi à le faire élire. C'est une autre façon d'imposer à court terme une cohabitation avec une partie de la droite, qui, pour le moment fait monter les enchères pour voter des lois qu'elle-même inspire. Et de « mettre devant leurs responsabilités » les responsables politiques de droite attirés par une alliance avec le RN.

Autrement dit, la cohabitation que prépare Macron, pour essayer d'avoir une majorité parlementaire, aura dans tous les cas un caractère de plus en plus réactionnaire et la politique qu'elle mettra en œuvre sera dirigée contre la classe ouvrière, les travailleurs, les jeunes, les immigrés et les peuples.

Cela signifie qu'il faudra rehausser le niveau des combats et des résistances.

Les mobilisations qui se sont succédé, depuis que Macron est président, aussi bien sur les questions sociales que sur les questions démocratiques et en matière de solidarité avec les luttes des peuples ont continué durant toute la « campagne des européennes » et vont se poursuivre. Les combats contre la montée de la réaction, la militarisation, contre la fascisation, pour les salaires, la défense des services publics, pour la défense de l'environnement, contre les monopoles pollueurs, contre la guerre impérialiste, pour la solidarité avec le peuple palestinien et les peuples qui luttent pour leur émancipation nationale et sociale, sont quelques-uns des chapitres du programme de lutte que des forces et beaucoup de femmes et d'hommes, de jeunes et de moins jeunes partagent et mènent déjà.

C'est là-dessus qu'il faut s'appuyer pour résister à l'offensive de la réaction. Ce sont ces axes que notre Parti prendra en compte pour, notamment, déterminer ses positions pour les prochaines législatives.

Paris, 10 juin 2024

Parti Communiste des Ouvriers de France

Site : www.pcof.net – courriel : pcof@pcof.net
facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/